

À gauche, du nouveau ?

*« Dans ses certitudes
des brèches se sont ouvertes
des portes battantes des portes à tambour des trappes
quelques-unes ferment mal
Ses certitudes ne composent plus
une voûte sans faille
là où il n'y avait que muraille
poternes et lucarnes s'entrebâillent
Il devrait être triste à présent
mais il voit
que de ces portes
sa maison s'est enrichie. »*
Erich Fried, *Poèmes sans frontières*

L'UNIFICATION ALLEMANDE, la désintégration de l'Union soviétique, la construction européenne, les avatars de la mondialisation... Bien des choses ont changé ces dix dernières années. Le monde du XX^e siècle, celui de la Première Guerre et de la Révolution russe, de la Deuxième Guerre mondiale et de Yalta, est devenu à son tour « le monde d'hier ».

C'était prévisible. C'est fait.

Il est trop tôt pour mesurer toutes les conséquences de ce changement d'époque. Nous sommes au milieu du gué, entre déjà plus et pas encore, entre un passé révolu et un avenir incertain. Les repères sur lesquels se sont construits, au long du siècle qui s'achève, les grands courants de pensée et d'action ne sont pas totalement effacés. Mais ils seront bouleversés.

Le monde nouveau en gestation est en proie aux douleurs d'un changement d'échelle. Cette grande transformation ne se fera pas à l'amiable, sur le tapis vert des conférences, mais dans les convulsions de la crise. Elle sera impitoyable pour les calculateurs à courte vue, pour les petits accommodements qui font les grandes capitulations. Tout manquement des gauches à leur propre parole profite sans coup férir aux droites extrêmes. Le Pen, c'est le portrait de Dorian Gray de la gauche reniée, le miroir fidèle de ses reniements.

Malgré le « malaise dans la représentation politique », dont les raisons sont plus profondes qu'on ne l'admet ordinairement, les mouvements sociaux connaissent, depuis quelques années, après les chocs de la contre-réforme libérale, un début de renaissance. Rien ne dit que ce renouveau trouvera son expression politique : entre le mouvement social et la représentation politique le divorce est profond, la méfiance accumulée considérable.

Les périls s'accumulent et l'horizon s'obscurcit de manière inquiétante.

Une nouvelle donne est nécessaire et urgente.

Il faut certes se garder de l'impatience et des raccourcis, de la lassitude qui vient avec le temps et de la hâte de sortir (à tout prix ?) de la marginalité.

Minoritaires, nous l'avons été sans états d'âme, depuis plus de trente ans, avec application et persévérance. Nous avons souvent été à l'écart du petit jeu des ambitions, des carrières et des apparences. Non par esprit de sacrifice. Simplement par «loyauté envers les inconnus», comme le dit l'ancien dissident polonais Karol Modzelewski.

À l'écart du cercle infernal des âmes mortes.

On nous a reproché la commodité de la posture : les mains propres, mais pas de mains, des rêves sans réalité... des principes sans efficacité pratique... C'est la sempiternelle berceuse de tous les opportunistes, la justification de l'agenouillement devant le fétiche du fait accompli. Le souci d'efficacité immédiate, pressée, est légitime. Mais, selon quels critères, à quelle échelle de temps, l'efficacité se juge-t-elle ? Ceux et celles qui, en 1981, ont rallié la majorité mitterrandienne en son nom, peuvent faire aujourd'hui le compte des gains et des pertes, des résultats éphémères et des dégâts durables.

L'impatience majoritaire a ses dangers. La complaisance minoritaire a aussi les siens : l'esthétique narcissique de la défaite, l'hypertrophie doctrinale, l'esprit de secte, le ton prophétique en politique. Être minoritaire tend alors à devenir une seconde nature, un mode de vie. On n'est jamais sûr d'y échapper totalement. Mais on peut y résister. Par le souci permanent de se ressourcer au mouvement réel des conflits et par la transmission d'un héritage.

Car rien ne naît de rien.

Commencer, c'est toujours recommencer.

C'est bien de cela qu'il s'agit, à présent. De recommencer. De relancer les dés. De remettre en jeu, et peut-être en péril, l'héritage.

Nous avons certes connu trop d'aventures précipitées et de recompositions groupusculaires, où l'on perd en clarté et en cohérence sans gagner en échange en capacité d'action, où l'on s'ouvre sur le vide. Quitte à être en minorité, autant l'être en accord avec ses convictions et autour de quelques idées claires.

Il faut à présent des ambitions à la hauteur des enjeux.

La gauche, toute la gauche dans sa diversité, avec ses grandeurs et ses misères, est le produit d'une époque. C'est toute son histoire, sa mémoire, sa culture collectives qui sont mises aujourd'hui au défi. Dans l'état qui est aujourd'hui le sien, elle serait incapable d'affronter les secousses historiques qui s'annoncent. Elle n'a pour cela ni théorie, ni programme, ni militants, ni dirigeants formés à la rude école des luttes et des événements. Son personnel institutionnel est un produit de serre et de sérail.

Le Parti socialiste ne sera pas une source vive de rénovation. Il peut continuer longtemps, au gré des alternances, à gérer sa pelote électorale. Il aura toujours dans ses rangs une gauche poil à gratter, prisonnière d'un parti de notables et d'élus où les raisons d'appareil épousent fidèlement la raison d'État, d'une machine où les meilleures intentions sont solubles dans le moins-disant électoral.

Le Parti communiste conserve bien sûr d'importantes richesses militantes. La rondeur médiocre de Robert Hue ne fait pas une politique. Dans un appareil stérilisé par tant d'années de sclérose, secoué par une mutation sans boussole, on ne voit pas apparaître les énergies d'un véritable renouveau.

Dans les conditions actuelles, une nouvelle force politique ne peut s'inscrire dans le prolongement exclusif d'une famille et d'une culture politique du passé. Elle doit rassembler des expériences, des traditions, des trajectoires différentes, venues par des voies différentes du syndicalisme, du féminisme, de l'écologie.

Il ne s'agit pas pour autant de faire table rase du passé. Certes, les mots sont malades. Entre autres crimes, le maître linguiste du Kremlin a aussi commis celui de corrompre le langage de l'émancipation. Au début du siècle, les mots de socialisme, de communisme, d'internationalisme étaient intacts et chargés d'espérance. Ils éclairaient l'avenir comme des torches. Après tant de tragédies, ce qui tremble au bout de ces mots s'est obscurci. Ce n'est pas un simple problème de lexique et de dictionnaire. On n'invente pas un vocabulaire sur commande. Le verbe de la libération est le produit de grandes expériences collectives et d'événements fondateurs.

Il est ainsi des mots qu'on ne saurait abandonner sans combat aux vainqueurs provisoires, sous peine d'accorder aux détresseurs de rêves une ultime satisfaction posthume. Ainsi, le communisme ne saurait être abandonné aux staliniens sans risquer de rendre proprement inintelligible les grandes épreuves de ce siècle. Il en va du sens du passé et de la possibilité d'un avenir libéré. Notre langue est pleine de mots malmenés. Peut-on encore se dire chrétien après l'inquisition, la Saint-Barthélemy et les massacres de l'évangélisation coloniale ? Libéral, après les deux guerres mondiales ? Socialiste, après les unions sacrées et les expéditions coloniales ? Il n'y a pas de mots innocents.

En dépit de ses inconvénients, et malgré les infamies commises en son nom, celui de communiste est encore le mot le plus juste, le plus précis, le plus fidèle en contenu, pour désigner l'enjeu d'une époque et pour déclarer une opposition irréductible à l'ordre marchand comme à l'ordre bureaucratique.

Mais bon nombre de militants syndicaux et associatifs des nouvelles générations cherchent aujourd'hui à travers d'autres mots les armes de la critique et les voies visant à abolir l'ordre existant du capital.

Nous finirons bien par trouver ensemble un nom neuf à nos attentes. Nous finirons bien par inventer, dans la pluralité de nos pratiques, les mots pour dire clairement ce dont nous ne voulons plus et ce que nous voulons vraiment. Il y faudra un patient échange d'actes et de paroles, de sons et de couleurs. Mais, les nouvelles expériences de lutte aidant, nous y arriverons.

Il manque donc une gauche dans la gauche.

Une gauche pour faire bouger toute la gauche, pour peser sur les évolutions souhaitables et possibles, dans le PC comme dans le PS.

Certains « refondateurs » communistes, sans prétendre revenir pour autant au parti originel du congrès de Tours, ont proposé « une maison commune des communistes ». L'intention paraît sympathique. Mais elle ne répond pas aux données de la situation : pour nombre de militants et animateurs des mouvements associatifs ou de la gauche syndicale combative, ces références sont étrangères à leur histoire et à leur pratique. D'autres, comme Jean-Christophe Cambadélis, croient pouvoir rembobiner plus loin le film de l'histoire, effacer le congrès de Tours, et retourner à une grande social-démocratie comme avant 1914. Il s'agirait « d'instiller une culture de rassemblement autour et dans le PS » pour « faire renaître la gauche tous ensemble », car « que reste-t-il aujourd'hui de la grande controverse du congrès de Tours séparant réforme et révolution ? ». On ne saurait cependant effacer d'un trait de plume un siècle d'histoire. D'autant que la grande unité mythique d'avant 1914 fut bien éphémère, et qu'elle n'a surtout pas évité la catastrophe de l'union sacrée au moment crucial de la guerre.

Une nouvelle gauche ? Un nouveau parti ?

La question est évidemment à l'ordre du jour. D'événement en événement, au fil des dernières années, les fondations et les contours prennent forme peu à peu. Les mêmes se sont souvent retrouvés contre la guerre du Golfe, contre le carcan libéral de Maastricht et pour une Europe démocratique et sociale, contre le plan de Juppé et pour la défense du service public, pour l'école laïque, contre les lois Debré-Pasqua, dans la défense des droits de la femme et dans le soutien au mouvement des chômeurs. Cela ne fait pas encore un programme. Mais ce fonds commun est précieux et solide. S'y ajoute, pour la plupart, un même respect de l'indépendance des mouvements sociaux, de leur pluralisme, de leur démocratie.

C'est plus qu'une somme de revendications mises bout à bout. Serait-ce suffisant pour fonder la viabilité d'un parti ? Cela dépend de l'élan initial et de la volonté d'aboutir. À l'origine, le Parti des travailleurs du Brésil n'avait pas de définitions plus précises, plutôt moins. Mais il garantissait, à partir d'une activité commune et d'un mouvement syndical en plein essor, un espace permanent de discussion sur les questions programmatiques laissées ouvertes.

Les rythmes de l'action et ceux de la réflexion ne sont pas les mêmes. Il faudra du temps, longtemps sans doute, pour assimiler les enseignements d'un siècle terrible, pour s'accorder sur les institutions démocratiques souhaitables, sur les rapports entre autogestion et planification, sur les modalités d'un développement durable soucieux des impératifs écologiques. En revanche, bien des choses se décident déjà, au présent, dans les luttes quotidiennes, qui préservent ou compromettent l'avenir.

Notre défi est là : dans la contradiction entre le temps long de l'accumulation d'expériences, de la réflexion, de la discussion patiente, et l'urgence immédiate de l'action. Dans cette longue et lente impatience, patiente elle-même, dans cette « inévitable lenteur révolutionnaire » qui nous anime.

Une « troisième gauche » ? Farouchement antilibérale et antibureaucratique, résolument autogestionnaire, féministe, écologiste ? Avec qui la construire ?

Rassembler les petites forces de la diaspora alternative, révolutionnaire et libertaire est nécessaire. Elles représentent une continuité, une expérience militante, une capacité vérifiée de résister aux caprices de l'air du temps. Mais c'est insuffisant, et d'ailleurs irréaliste si l'enjeu ne change pas, si n'intervient pas un élément nouveau.

Rassembler des individus ou des courants combattifs, échaudés par les multiples tentatives de redressement du Parti socialiste, du Parti communiste, des Verts, les des batailles d'appareil toujours recommencées, c'est aussi nécessaire, peut-être possible, mais encore insuffisant.

L'élément nouveau, qui pourrait changer la donne, c'est l'engagement politique d'une couche d'animateurs et de responsables des mouvements sociaux et du renouveau syndical. Beaucoup ressentent l'impasse de la situation, l'absence de répondeur politique à leurs propres luttes. Ils savent qu'ils ne pourront pas indéfiniment voter socialiste à contrecœur, sans conviction, et par défaut.

L'élément nouveau, ce serait aussi l'entrée en scène politique d'une nouvelle génération, une relève des soixante-huitards fourbus. Elle frémit et se cherche dans les réseaux de banlieue, dans les comités jeunes de Ras l'Front, dans la

mouvance activiste d'Act Up, dans le lectorat des *Inrockuptibles*, dans la nébuleuse culturelle et musicale.

Souvent, ces acteurs se posent à leur manière, avec leurs moyens, dans des rencontres, des revues, des initiatives diverses, dans toute une activité moléculaire, la question d'un projet et d'une force politiques à construire. Les obstacles restent considérables. Si l'on peut maîtriser l'utilité immédiate de l'action à l'échelle d'une association ou d'un syndicat, la mesure de son efficacité politique se perd de plus en plus dans les lointains incontrôlables de l'Europe ou de la mondialisation. De plus, la méfiance accumulée envers la politique professionnelle rejaillit sur toute forme d'engagement. Même les militants syndicaux et associatifs les plus conscients de la nécessité d'un outil politique hésitent à se lancer dans un projet politique sans garantie que le jeu en vaille la chandelle, et ne vont pas se fourvoyer dans une aventure minoritaire sans lendemain.

Bien des raisons concourent ainsi à raviver de vieilles traditions du mouvement ouvrier français, qui a souvent confondu l'indépendance syndicale – absolument nécessaire – avec une division rigide du travail, qui réduit le mouvement social au rôle de groupe de pression sur les appareils électoraux. Bien des exemples dans le monde montrent pourtant que d'autres rapports et d'autres liens sont possibles, dans le respect de l'autonomie syndicale, de l'unité et du pluralisme des mouvements.

Pour que des forces nouvelles s'engagent sur la voie d'un nouveau parti, il faut que la perspective en devienne crédible. Pour qu'elle devienne crédible, il faut que ces forces s'y engagent. Le cercle vicieux semble presque parfait. Beaucoup le ressentent. Mais personne ne voit encore bien le moyen de le dénouer. Il le faudra, pourtant. Avec patience et persuasion, en comptant sur la force des événements, sur l'accumulation des expériences, sur le besoin croissant de passer de la résistance à la contre-attaque. Il importe, en attendant, de porter ce projet et de démontrer une volonté opiniâtre de le faire aboutir.

Sinon? Sinon les repousses de l'espérance seront anéanties dans le trou noir d'une gauche officielle désorientée, incapable de faire face aux dangers qui nous menacent.

On nous reprochera sans doute d'être incorrigiblement à la recherche d'une avant-garde. Lorsqu'un parti se crée, lorsqu'il se délimite et s'organise, prend des initiatives, coordonne l'action de ses militants, apporte légitimement ses solutions aux problèmes de l'heure, il se distingue de la masse et de la classe. Il agit de fait mais comme une force d'entraînement et de proposition,

comme une avant-garde, plus ou moins nombreuse, plus ou moins large, cela importe peu.

L'important, c'est de bien distinguer le champ de l'intervention politique et celui de la mobilisation sociale. Les pratiques comptent ici autant que les promesses et les intentions: on peut juger les militants à leur respect de la démocratie syndicale, de la souveraineté des assemblées de lutte, des mandats confiés.

À leur fidélité à la parole donnée. À leur loyauté unitaire.

Quant au «centralisme démocratique», si longtemps assimilé au régime bureaucratique des partis stalinien, il convient de changer les termes du débat: comment éviter qu'une collectivité volontairement réunie autour d'un projet politique ne voie sa souveraineté vidée de contenu par la logique marchande, le plébiscite médiatique permanent, ou un centralisme présidentieliste inavoué? Les nouvelles conditions de communication, de culture, d'information permettent et exigent des formes d'organisation décentralisées, où le réseau, l'échange transversal, l'expérimentation aient une large part. Mais certains enjeux centraux demeurent.

Car la politique est aussi affaire de rapports de forces. La lutte consiste à faire bouger les lignes, à nouer des alliances, à prendre des initiatives. La démocratie interne à un parti a ses règles, ses droits et ses servitudes. Mais c'est la seule façon de soustraire, autant que possible, le libre choix des militants aux diktats du marché (d'opinion) et des médias.

Autant de décentralisation que possible, autant de centralisation que nécessaire: telle devrait être la règle de l'action collective efficace comme de la discussion démocratique la plus ouverte.

Trente ans déjà.

Mai 68, c'était il y a juste trente ans. Pour ceux qui auront vingt ans en 1998, c'est aussi loin que l'étaient pour nous, au même âge, la prise du pouvoir par Hitler, les procès de Moscou, le Front populaire et la guerre d'Espagne.

On peut déjà imaginer quelques journalistes s'approcher des derniers des Mohicans, le sourire aux lèvres, mi-condescendants, mi-narquois: «Alors, toujours révolutionnaires??!»

Leur étonnement nous étonnera toujours.

La question serait plutôt: «Et comment diable ne pas l'être?»

Le monde tel qu'il va n'est pas acceptable. Être révolutionnaire, c'est vouloir le changer, sans aucune garantie d'y parvenir. Le règne du capital

À GAUCHE DU NOUVEAU

n'est après tout pas si vieux (quelques siècles sur plusieurs millénaires d'histoire de l'humanité).

Il n'est pas l'horizon indépassable de notre temps.

Ce monde finira par changer, puisque l'éternité n'existe pas. Pour le meilleur ou pour le pire ? *That is the question*. Il n'y a guère que trois manières d'échapper à ce pari logique sur d'autres possibles : par mauvaise foi, par résignation ou par cynisme.

La mauvaise foi soufflera que le monde est bien tel qu'il est, et qu'il n'y faut surtout rien changer. La rhétorique de la résignation admettra que le monde, bien sûr, est consternant, mais qu'on n'y peut rien faire, puisque l'inégalité est naturelle et le marché éternel. Le raffinement cynique concédera enfin qu'il faudrait sans doute changer ce monde misérable, mais il ajoutera que l'humanité est bien trop médiocre pour mériter qu'on s'y évertue.

L'espèce humaine est un devenir autant qu'un héritage. Il faut donc parier sur cette « part non fatale du devenir », inscrite dans la « faculté générale de dépassement qui se diversifie dans le rêve, l'imagination, le désir, chacun d'entre eux visant à sa manière un au-delà des limites ».

Aussi longtemps que le nécessaire et le possible ne jointent pas, que l'on s'efforce en vain de les accorder, nous sommes tenus à cet engagement en forme de pari sur l'incertain. C'est ce que font chaque jour, en toute simplicité, en tout anonymat, tous ceux et celles qui luttent contre l'injustice, l'oppression, l'humiliation, de par le monde.

Par loyauté envers eux, quand on est embarqué, on n'a plus le droit de jeter l'éponge, de se rendre au premier revers, à la moindre lassitude. Cet engagement militant relève de la « part irréductible » qu'invoquait Dionys Mascolo, récemment disparu : « Nous sommes effectivement réduits pour le moment à développer un constat de défaite et, dans un même mouvement, à approfondir un refus qui doit être tel qu'il n'ait pas eu même, à l'origine, à donner ses raisons : cela va de soi. C'est ensuite, s'il se peut, que viendront les propositions positives. Il n'est pas nécessaire, malgré les mises en demeure malignes, d'être capable de dire ce que l'on veut pour savoir ce dont on ne voudra jamais à aucun prix. Cela est tout simple. Si simple même, qu'il est possible, pour la première fois depuis longtemps, de se sentir tranquille dans cette situation. Il n'y a pas ici de ces risques d'erreur qui nous ont si longtemps retenus 1/2. »

1/ Dionys Mascolo, « La part irréductible », 2 octobre 1958, repris dans *À la recherche d'un communisme de pensée*, Paris, Fourbis, 1993.